

Non-assistance à populations en danger

TCHERNOBYL • Deux millions de personnes dont 500 000 enfants vivent dans les zones contaminées par l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. En Biélorussie, touchée par 70% des retombées, les moyens déployés pour venir en aide aux personnes sont variés, comme le sont les bilans sur les conséquences sanitaires de la catastrophe.

PHILIPPE DE ROUGEMONT

En septembre dernier, le Forum Tchernobyl constitué de la Russie, de la Biélorussie, de l'Ukraine et de huit institutions spécialisées des Nations Unies, dont l'OMS et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ont publié un rapport de 600 pages intitulé «L'héritage de Tchernobyl».

Peut-on mettre en doute l'impartialité de cette recherche, qui annonce que «jusqu'à 4000 personnes au total pourraient, à terme, décéder des suites de l'accident»? Malheureusement oui: dans un reportage de la Télévision suisse italienne intitulé «Mensonges nucléaires», l'ancien directeur de l'OMS M. Nakajima, a reconnu que «toutes les agences spécialisées de l'ONU sont hiérarchiquement égales, mais pour les affaires atomiques, c'est l'AIEA, directement sous l'autorité du Conseil de sécurité, qui commande». Ce qui signifie que les recherches de l'OMS concernant la radioactivité doivent statutairement obtenir l'aval de l'AIEA avant de pouvoir être publiées. Aussi, les gouvernements russe et biélorusse, membres de la direction du Forum, ont, depuis 1986, adopté une posture de minimisation des conséquences, licenciant et parfois même emprisonnant des hauts fonctionnaires qui, chiffres et études à l'appui, proposaient une autre version que la langue de bois officielle.

Trois siècles

Que disent ces autres versions? D'abord, que la contamination est là pour durer. Trois siècles, c'est le temps nécessaire pour que le Césium 137 perde la moitié de sa radioactivité. Etant donné que personne ne préconise l'évacuation de deux millions d'habitants vivant dans les zones contaminées par la catastrophe, l'essentiel de l'attention doit être donnée aux

victimes d'un environnement devenu potentiellement dangereux. Potentiellement, parce que le risque peut être fortement réduit si la population exposée adopte certains comportements adaptés, notamment dans la manière d'apprêter les aliments. Autre remède connu pour diminuer le taux d'irradiation des organes internes chez les enfants: les cures de pectine de pommes.

Vassili Nesterenko, physicien et ancien directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de l'Académie des sciences de Biélorussie, a été déchu de son poste après avoir alerté les autorités de l'étendue des conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl. Depuis, il a fondé l'Institut Belrad, qui mène des enquêtes d'épidémiologie sur les enfants et distribue de la pectine dans les écoles biélorusses. Déjà en 2004, le *Swiss medical weekly*, publication officielle de l'Association suisse de médecine interne, a consacré deux articles relatant le succès des cures de pectine. La diminution du niveau de Césium 137 a été de 62,6% chez les enfants prenant de la pectine, et de 13,9% pour ceux ayant pris un placebo.

Mensonge

Nous avons interrogé Vladimir Tchertkoff, journaliste, auteur du livre *Crime de Tcher-*

nobyl, paru début avril¹. Il raconte notamment comment «des femmes d'ambassadeur des pays occidentaux en Biélorussie, déplorant l'absence de soutien officiel, ont créé un club pour réunir des fonds pour les campagnes de l'Institut Belrad², dont le manque d'argent est récurrent».

Comment expliquer ce désintérêt, alors que les fonds ne manquent pas pour les travaux du Forum Tchernobyl? Selon Tchertkoff, «le lobby atomique international ne veut pas reconnaître l'étendue de la catastrophe, parce que si on la reconnaissait, l'énergie atomique n'aurait plus droit à l'existence». Cela révélerait

aussi le mensonge des seuls 4000 morts mis en avant par les rapports officiels. Le régime autoritaire d'Alexandre Loukachenko en Biélorussie serait ravi d'effacer les 20% de son budget affectés aux suites de Tchernobyl. Autre interprétation provenant de Nesterenko, interrogé sur le même sujet: «Les conséquences de l'accident sont telles que l'Etat biélorusse ne serait pas en mesure de les affronter économiquement.» DATAS

¹Le Crime de Tchernobyl: le goulag nucléaire, Wladimir Tchertkoff, Actes Sud, 2006, 717 pages.

²Pour soutenir Belrad: <http://enfants-tchernobylbelarus.doubleclic.asso.fr>



Les études qui vont à l'encontre des versions officielles l'affirment: la contamination radioactive, dans la zone de Tchernobyl, risque de durer. KEYSTONE

DDC: la seule contamination, c'est la pauvreté?

Le programme suisse de soutien aux populations en zone contaminée est dirigé par la Direction du développement et de la coopération (DDC). A la question de savoir si le bureau de la DDC appuie le travail de Belrad, Thomas Jenatsch, porte-parole, nous répond que l'aide médicale individuelle ne fait pas partie de leurs programmes. «Nous voulons passer de l'aide humanitaire à l'aide au développement, de la victimisation à l'activation d'initiatives locales pour développer l'économie. Les gens en Biélorussie ont reçu pendant des années une aide de l'Etat comme une récompense, mais on croit que l'effort doit dépasser l'aide.» La DDC a-t-elle accédé aux demandes de soutien de Belrad? «Nous n'avons pas de coopération étroite avec M. Nesterenko, nous ne partageons pas son approche, il faut plutôt activer le redécoupage de la région au lieu de distribuer des médicaments.» M. Jenatsch met en avant les projets mis sur pied ou soutenus par la DDC en Biélorussie pour améliorer la vie des populations les plus socialement vulnérables et développer les infrastructures médicales, les ser-

vices de pompiers et la préparation en cas de catastrophe. La DDC remet-elle en cause l'efficacité de la pectine? «Non, nous ne sommes pas contre, mais ce n'est pas notre manière de travailler. On ne veut pas travailler sur des programmes isolés, mais plutôt conscientiser la population sur la manière de vivre en zone radioactive.» A y regarder de plus près, ce langage de la DDC n'est pas loin des termes employés de façon récurrente dans les documents du Forum Tchernobyl. Extrait: «Le vrai danger, c'est la pauvreté. Nous devons prendre des mesures pour aider les gens à se prendre en charge.» Alors, soumission de la DDC aux choix de Minsk? Pression de l'industrie nucléaire suisse? Solidarité avec les organisations onusiennes, AIEA en tête? Difficile de comprendre la double position de la DDC, qui reconnaît le travail de l'Institut Belrad tout en lui refusant son aide. Pourtant, avec 13 000 euros par mois, le budget total de l'organisation de Vassili Nesterenko est risible à côté des 16,5 millions de francs dépensés par la Direction du développement et de la coopération ces cinq dernières années en Biélorussie. PDR

ANALYSE

Demi-mea culpa des médias

Les médias sont largement revenus sur le manque d'information en 1986 concernant l'étendue véritable des nuages, en France et en Suisse, en provenance de Tchernobyl. A l'époque, les données alarmantes fournies par les chercheurs indépendants de l'Institut CRIIRAD ont été discréditées. Aujourd'hui, la presse internationale fait un implicite mea-culpa sur son manque de recul face aux informations fournies par les autorités et relayées sans commentaire il y a vingt ans. Plus récemment, ce sont les plus importants quotidiens étasuniens, le *New York Times* en tête, qui ont avoué – explicitement cette fois – que, en 2002 et 2003, ils avaient retransmis comme les autres médias nord-américains les justifications pour une guerre en Irak telles qu'elles avaient été formatées par la Maison-Blanche et le Pentagone. Aujourd'hui, ce retard semble rattrapé, les médias rapportant aussi les exactions commises par l'armée et les géoliers US en Irak et en Afghanistan. Dans le cas de Tchernobyl, en revanche, on peut relever que le mea-culpa des médias sur leur aveuglement de 1986 ne va pas jusqu'à éviter de nouvelles absences et complaisances.

Pour exemple, le rapport du Forum Tchernobyl sur les conséquences de la catastrophe. Les conclusions du rapport ont été reprises comme parole d'Evangile par les médias. Les termes du communiqué de presse de l'AIEA ont été copiés à la lettre, sans même que les journalistes aient eu accès à l'ensemble du rapport et sans qu'ils informèrent le lecteur des fortes présomptions de désinformation qui entachent la réputation du Forum Tchernobyl. Mais le plus important dans ce déferlement de chiffres, c'est ce qui se passe de l'autre côté des tableaux statistiques. Qui a porté son attention sur les soins qu'on peut apporter aux personnes affectées par les radiations? Aucun média francophone, excepté des journaux associatifs et *Le Monde* (édition du 25 avril), n'a traité de l'efficacité des cures de pectine. Lira-t-on enfin, en 2026, dans la presse dominante que «soulager ou soigner les personnes irradiées, on savait le faire en 2006, mais rien n'a été fait à l'époque pour venir en aide»? Vladimir Tchertkoff nous précise que son livre *Le Crime de Tchernobyl* pourra toujours servir au cours d'un prochain procès pénal. PDR

Le Tchad pourra à nouveau toucher son or noir

PÉTROLE • L'accord conclu avec la Banque mondiale est une aubaine pour un régime tchadien aux abois.

L'horizon du régime tchadien s'éclaircit. Le gouvernement est en effet en passe de régler son différend avec la Banque mondiale sur l'utilisation de ses revenus pétroliers. Grâce à l'«accord intérimaire» annoncé mercredi soir, le Tchad pourrait prochainement toucher une première tranche de quelque 100 millions de pétrodollars bloqués sur ordre de la Banque mondiale. Cette dernière recommencera aussi à prêter de l'argent au pays africain.

En janvier dernier, Paul Wolfowitz, directeur de l'organisation, avait puni le Tchad pour s'être affranchi unilatéralement des contrôles de la Banque mondiale. Menacé par les rebelles, le président Idriss Déby entendait utiliser les revenus de l'or noir à sa guise – c'est-à-dire pour acheter des armes –, au lieu de les dépenser dans des projets sociaux, comme le prévoyait le contrat passé avec la Banque mondiale.

M. Wolfowitz n'a pas voulu laisser couler un arrangement présenté comme «modèle». D'où le gel des royalties reversées au Tchad par le consortium pétrolier (les compagnies US Exxon et Chevron et la malaise Petronas). Mais, en même temps, l'institution basée à Washington ne pouvait continuer à affaiblir davantage un régime aux abois.

Le 13 avril, une offensive des rebelles soutenue par le Soudan voisin n'a été repoussée que dans les faubourgs de la capitale. Le Tchad avait alors menacé de suspendre sa production d'or noir si son compte bancaire n'était pas débloqué. Le ton était descendu et les négociations avec la Banque mondiale avaient repris sous les auspices des Etats-Unis.

En échange de la libération de ses fonds, le Tchad a accepté d'adopter une loi de finances pour 2006 qui «stipulera que 70% des revenus du pétrole seront utilisés pour des programmes prioritaires contre la pauvreté». C'est beaucoup moins que ce qui avait été prévu avant que le Tchad ne dénonce l'accord initial conclu avec la Banque mondiale. SIMON PETITE

EN BREF

PLANTES UTILES EN MÉDECINE MENACÉES

INDONÉSIE La déforestation menace de faire disparaître de nombreuses plantes de l'île de Bornéo utiles en médecine, avertit le WWF dans un rapport publié hier. Ces plantes pourraient traiter certains cancers, le sida ou la malaria. ATS/AFP

PUBLICITÉ

15^e anniversaire
L'art en toute liberté
dans tous ses métiers
www.europart.ch
EUROPART
GENÈVE
Foire internationale d'art
27 avril - 1^{er} mai 2006 Palexpo